



VILLE DE TULLE

**TRAVAUX D'AMENAGEMENT DU NOUVEAU SIEGE
DE LA CPAM DE LA CORREZE A TULLE**

MAITRE D'OUVRAGE
CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE

6, RUE DE SOUHAM – 19 000 TULLE

**CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES
C.C.T.P.**

LOT n°00 – PRESCRIPTIONS COMMUNES

Table des matières

1.	GENERALITES.....	3
1.1.	INTERVENANTS POUR LE PRESENT PROJET	3
1.2.	PRESENTATION DU SITE	3
1.3.	MISSION DE MAITRISE D'ŒUVRE	3
1.4.	RECONNAISSANCE DES LIEUX	4
1.5.	RESPECT DU PARTI ARCHITECTURAL.....	4
1.6.	COORDINATION ENTRE LES LOTS	4
1.7.	DECOMPOSITION EN LOTS	4
2.	ORGANISATION GENERALE DE CHANTIER ET PLANNING	5
2.1.	CONSTAT D'ETAT DES LIEUX	5
2.2.	DEMARCHES ADMINISTRATIVES ET AUTORISATIONS	5
2.3.	HYGIENE ET SECURITE	5
2.4.	INSTALLATION ET VIE DE CHANTIER	5
2.5.	INSTALLATIONS DE CHANTIER	7
2.6.	PROTECTION DES ACCES (escaliers et zones communes)	7
2.7.	PROTECTION DES ACCES (ascenseur)	7
2.8.	BASE-VIE	7
2.9.	MISE A DISPOSITION DES SANITAIRES ET DOUCHES DU RDC.....	8
2.10.	SALLE DE REUNION DE CHANTIER	8
2.11.	REFECTOIRE	8
2.12.	VESTIAIRES	8
2.13.	ENTRETIEN BASE-VIE	9
2.14.	CLOTURE DE CHANTIER ET PROTECTIONS	9
2.15.	PANNEAU DE CHANTIER.....	9
2.16.	ACCES AU CHANTIER	9
2.17.	RENDEZ-VOUS DE CHANTIER	10
2.18.	COMPTE PRORATA.....	10
2.19.	PLANNING.....	10
3.	PRESCRIPTIONS TECHNIQUES COMMUNES.....	11
3.1.	VERIFICATIONS DES DOCUMENTS.....	11
3.2.	CONTENU DES PRIX. REGLEMENTS	11
3.3.	PROVENANCE DES MATERIAUX ET PRODUITS – MARQUES.....	11
3.4.	REMISE DE DOCUMENTS/ DOSSIER TECHNIQUE - PLANS EXECUTION-VISA	11
3.5.	ECHANTILLONNAGE	12
3.6.	APPROVISIONNEMENT. ENTREPOSAGE. STATIONNEMENT VEHICULES ENTREPRISES	12
3.7.	CONTROLE DES LIVRAISONS	12
3.8.	VERIFICATIONS EN COURS DE CHANTIER	12
3.9.	REGLEMENTS APPLICABLES	13
3.10.	COORDINATION et RECEPTION ENTRE ENTREPRISES	13
3.11.	ECHAFAUDAGE LEVAGE	13
3.12.	RESERVATIONS DANS LES OUVRAGES PORTEURS	13
3.13.	TROUS ET SCELLEMENTS DANS LES OUVRAGES NON PORTEURS.....	13
3.14.	PROTECTIONS, OUVRAGES PROVISOIRES, MANUTENTION	13
3.15.	DETOURNEMENT DE MATERIAUX, DEGATS	14
3.16.	NETTOYAGE, EVACUATION DES GRAVOIS.....	14
3.17.	NETTOYAGE DE FIN DE CHANTIER	14
3.18.	SUJETIONS DUES A L'ENVIRONNEMENT.....	14
3.19.	ESSAIS.....	15
3.20.	DOSSIER DES OUVRAGES EXECUTES (DOE).....	15
3.21.	VARIANTE	15
3.22.	ASSURANCES.....	15

1. GENERALITES

1.1. INTERVENANTS POUR LE PRESENT PROJET

Intervenants	Sociétés
Maître d'Ouvrage	CPAM DE LA CORREZE
Architecte	P.RE.C.I.
AMO INFORMATIQUE	AUSTRAL NET
AMO ELECTRICITE et CVC	ALPHA BET
CSPS	BTP CONSULTANT
Bureau de Contrôle	SOCOTEC
OPC	ALPHA BET

1.2. PRESENTATION DU SITE

1.2.1. Adresse de l'opération

SIEGE SOCIAL de la CPAM de la CORREZE
Avenue Winston Churchill 19 000 TULLE

1.2.2. Contexte de l'opération

Après la livraison du bâtiment de bureaux, la CPAM aménage ses accueils et bureaux sur tous les étages de l'immeuble livré sans aménagement.

Dans le cadre de cet aménagement, la CPAM réalise des travaux suivant l'implantation de leurs locaux.

1.2.3. Zone concernée par les travaux

Les niveaux concernés par le présent marché de travaux sont tous les niveaux du nouveau site de la CPAM de Tulle : Niveau RDJ, Niveau RDC, Niveau R+1, Niveau R+2 et Niveau toiture terrasse
Voir dossier de plans Architecte fournis dans les pièces graphiques de la consultation.

1.3. MISSION DE MAITRISE D'ŒUVRE

1.3.1. Mission

Les études techniques réalisées suivant une mission de base confiée par le Maître d'Ouvrage selon la loi M.O.P du 12 juillet 1985 et du décret d'application du 29 novembre 1993 N°93-1268 sont de type :

Mission de base « VISA ».

1.3.2. Présentation Des Offres

Il appartient aux Entreprises, choisies entre autres critères pour leur compétence professionnelle, d'attirer l'attention du Maître d'Œuvre sur l'éventuelle inadéquation de certains règlements et normes cités, à propos des ouvrages et/ou installations à réaliser, en tenant compte de leur nature, ou de leur destination.

Les Entreprises doivent signaler dans leur soumission, toute omission, tout manque de concordance ou toute erreur qui aurait pu se glisser dans l'établissement des documents cités précédemment constituant le dossier d'appel d'offres ; faute de quoi, elle est réputée avoir accepté les clauses du dossier et s'être engagée à fournir toutes les prestations nécessaires au parfait achèvement de ses ouvrages même si celles-ci ne sont pas explicitement décrites.

La DPGF marché modifiée en fonction des options/variantes retenues en base par le Maître d'Ouvrage sera remise par l'Entreprise et jointe au dossier marché. Les offres doivent être rigoureusement conformes au projet de base telles que définies par le présent CCTP, la DPGF et les plans techniques. La DPGF doit être complétée intégralement et précisément afin que les prix unitaires et quantités apparaissent distinctement. Ce document sera impérativement présenté sur le modèle du MOE ou sur une reproduction fidèle (toutes les lignes doivent apparaître et être numérotées). La transgression des éléments précédemment cités entraînera le rejet immédiat de l'offre.

Nota : Les quantités renseignées dans la DPGF n'ont pour but que de faciliter le chiffrage de l'Entreprise et ne sont en aucun cas contractuelles.

Le montant des travaux est forfaitaire, il inclut donc toutes les sujétions qui permettent de livrer les installations décrites, en ordre de marche, réglées, et facilement exploitables et ce quelles que soient les adaptations des parcours des réseaux qui s'avèreraient nécessaires lors de la mise au point des plans d'exécution.

1.4. RECONNAISSANCE DES LIEUX

S'agissant de travaux sur un site avec un bâtiment existant, les entreprises devront, avant d'établir leur offre, reconnaître les lieux.

La reconnaissance des lieux permettra à l'Entreprise d'apprécier, d'une part, toutes les difficultés et sujétions de pose des matériels, et d'autre part, les sujétions liées aux ouvrages existants.

Elles ne pourront arguer d'erreur ou d'omission tant au niveau des pièces écrites « marchés » que sur leurs propositions. Elles formuleront toutes les réserves d'incompatibilité d'exécution éventuelles dans leur remise d'offre.

1.5. RESPECT DU PARTI ARCHITECTURAL

L'entrepreneur doit impérativement respecter volumes, profils, équarrissages donnés par le projet, dans la mesure où ces données sont compatibles avec la réglementation.

Dans le cas d'une impossibilité technique d'exécution, il devra en informer immédiatement l'architecte, avant la remise des offres.

1.6. COORDINATION ENTRE LES LOTS

Conformément au Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP), l'entrepreneur titulaire du présent lot devra prendre connaissance de l'ensemble du projet en vue de se renseigner sur la répercussion des autres corps d'état sur le sien.

Le Maître d'Œuvre se réserve le droit de refuser tous percements inappropriés pour l'ouvrage, ainsi que toute solution de remplacement qui serait techniquement insuffisante ou inesthétique.

L'Entreprise défaillante supportera toutes les conséquences de ce refus et devra prendre les dispositions nécessaires à sa charge pour aboutir à une solution valable agréée par le Maître d'Œuvre.

L'entrepreneur devra se reporter au dernier chapitre ou document annexe pour les limites de prestations avec les autres corps d'état.

1.7. DECOMPOSITION EN LOTS

Les travaux sont décomposés en lots définis ci-après, chaque entreprise devant tenir compte de l'ensemble des travaux définis pour les autres corps d'état et prévoir dans sa proposition tous les ouvrages lui afférents.

LOT 00 PRESCRIPTIONS COMMUNES
LOT 01 PLATRERIE – FAUX PLAFOND
LOT 02 MENUISERIE –MOBILIER
LOT 03 ELECTRICITE COURANT fort et Faibles
LOT 04 CVC- PLOMBERIE
LOT 05 PEINTURE - REVETEMENTS MURAUX ET DE SOL - NETTOYAGE
LOT 06 SERRURERIE
LOT 07 CLOISONS MODULAIRES

2. ORGANISATION GENERALE DE CHANTIER ET PLANNING

2.1. CONSTAT D'ETAT DES LIEUX

Avant l'ouverture du chantier, l'Entreprise du lot 02 Menuiseries – Mobilier fera établir un état des lieux des existants, des abords extérieurs et des espaces communs (espaces communs à chaque étage et les cages d'escalier d'accès aux différents niveaux notamment) avant le début des travaux et après finition de ceux-ci le cas échéant.

Cet état des lieux sera établi par huissier et en présence du maître d'ouvrage, du maître d'œuvre, et de l'entreprise, propriétaires des riverains, avec reportage photos à l'appui.

La prise de possession avant début des travaux fera l'objet d'un procès-verbal d'acceptation, sans réserve, le cas échéant en stipulant les remarques qu'elle jugera utiles.
Le constat sera établi durant la phase de préparation.

Les entreprises assureront tous les travaux de leur lot et ne pourront prétendre à des honoraires complémentaires pour des éléments qui n'auraient pas été relevés lors du "constat d'état des lieux".

2.2. DEMARCHES ADMINISTRATIVES ET AUTORISATIONS

Chaque entreprise fera sienne de toutes les démarches administratives ou autorisations spéciales à la bonne exécution de ses travaux.

2.3. HYGIENE ET SECURITE

Les entreprises seront tenues de prendre à leur charge les mesures de sécurité et d'hygiène, indispensables au respect des textes réglementaires et de la notice P G C.

Les entreprises devront se conformer au Plan Général de Coordination conformément à la loi du 31 Décembre 1993. Les prescriptions ci-après énumérées sont à considérer comme des minimas.

2.4. INSTALLATION ET VIE DE CHANTIER

D'une manière générale, la surface de terrain et les espaces à l'intérieur des locaux affectés aux installations de chantier seront aménagés de manière à respecter les différentes réglementations.

L'entreprise titulaire du lot 2 devra fournir son plan d'installation de chantier avant tout début d'exécution.

Il devra être conforme aux informations et documents fournis et rédigés pour l'appel d'offres.

Les équipements nécessaires (bureau de chantier, réfectoires, sanitaires, installations de chantier) seront conformes aux normes et aux exigences du coordonnateur SPS et à la réglementation en vigueur.

Ces installations seront réalisées suivant les directives de la norme NFP 03001 pour tous les types de dépenses communes : à charge spécifique de l'entreprise ou au compte prorata. Il n'est pas prévu de compte prorata.

Mesures générales d'organisation et de coordination de chantier : se référer au PGC.

Travaux à risques particuliers : Se référer au PGC.

Mesures de coordination particulières : Se référer au PGC.

Mesures générales de salubrité : Se référer au PGC

Organisation des secours : Se référer au PGC

Modalités de coopération entre intervenants : Se référer au PGC.

2.4.1. Protections collectives, moyens de levage

Les contraintes d'intervention sur site et toutes les sujétions liées aux protections des zones de travail et des zones attenantes sont incluses dans le prix, ainsi que les aménagements des postes de travail (échafaudages, nacelles etc...).

Chaque entreprise mettra en place l'ensemble des protections nécessaires à la réalisation de travaux pour assurer la sécurité complète des salariés intervenants sur le site.

Ces protections comprennent, des protections périmétriques pour l'ensemble des travaux situés en hauteur, et toutes les protections adaptées aux sujétions spécifiques du chantier, les moyens de levage et d'approvisionnement nécessaire, les échafaudages intérieurs, etc...

2.4.2. Implantation des ouvrages

Les entreprises devront l'implantation des ouvrages sur les supports livrés.

2.4.3. Sécurité Du Chantier

Cet article important s'applique à toutes les corporations, et il sera lu, commenté et remis par tous les entrepreneurs à chacun de leurs ouvriers. En outre il sera affiché dans le chantier à un endroit bien en vue.

Dans l'intérêt général et afin d'éviter les accidents et les dommages de toute nature, il sera rappelé au personnel (patrons et ouvriers) travaillant sur le chantier que :

- Toutes les ouvertures ménagées dans les murs, cloisons ou planchers et non utilisées pendant le cours des travaux (croisées, portes, châssis, enchevêtrures de toutes nature, etc..) devront être bouchées complètement par des planches de forte épaisseur, solidement fixées et d'une résistance suffisante ; les ouvertures en service devront être barricadées sur 1 m de hauteur par des planches présentant les mêmes garanties que pour les ouvertures non utilisées.
- Toute personne qui, pour l'exécution de son travail, sera obligée d'utiliser un échafaudage, devra préalablement s'assurer de sa solidité et de la présence d'un garde-corps efficace.
- Toute personne travaillant en élévation devra prendre toutes précautions utiles en vue d'éviter la chute des objets utilisés (outillage, matériaux, matériels) Le personnel de toutes les corporations sera chargé, en cas de pluie, de prendre d'urgence les précautions nécessaires pour protéger le bâtiment contre le dégât des eaux ;
- Le personnel ne devra laisser aucun objet ou outil sur les échafaudages, en cas de vent ;
- Le personnel devra utiliser en cas d'incendie, conformément aux indications de la notice qui y sera jointe, les extincteurs que les chefs d'entreprises seront solidairement tenus d'entretenir sur le chantier en nombre suffisant et en parfait état de fonctionnement.
- Les entrepreneurs participants aux travaux seront responsables de tous les accidents que l'exécution de ces travaux, ou le fait de leurs agents et ouvriers, pourraient causer aux personnes quelles qu'elles soient, se trouvant sur le chantier ou à proximité, ainsi que les dommages causés aux immeubles et fonds voisins du fait de l'exécution des travaux ou du fait de leurs employés ou ouvriers, sans pouvoir en aucun cas, réclamer au Maître d'Ouvrage une compensation à ce sujet, ni exercer envers lui aucun recours et pétitions.
- Ils devront justifier du paiement des primes d'assurances couvrant les risques précités.

2.4.4. Gestion des déchets

Chaque entreprise devra le nettoyage quotidien lié à ses travaux.

Il n'est pas prévu de benne de chantier. Chaque entreprise devra prévoir l'enlèvement journalier de ses déchets. Les déchets devront toujours être évacués hors du chantier au fur et à mesure et au minimum tous les soirs.

Dans le cas de non-respect des prescriptions ci-dessus, le maître d'œuvre et / ou le maître d'ouvrage pourront à tout moment faire procéder, par l'un des entrepreneurs de l'opération ou par une entreprise extérieure de leur choix, au nettoyage et sortie de gravois. Les frais en seront supportés par l'entrepreneur en cause ou, dans le cas où le responsable ne pourra être défini, ils seront supportés par l'ensemble des entreprises étant intervenues sur le chantier.

Localisation : Protections générales et implantation

2.5. INSTALLATIONS DE CHANTIER

La présente prestation est à la charge du lot 02 Menuiseries - Mobilier, s'entend pour :

- L'ensemble des protections nécessaires pour la parfaite conservation des lieux en l'état (notamment : protection des ascenseurs par un habillage complet des parois par des panneaux, protection des cheminements par mise en place de sol souple),
- Le nettoyage quotidien des sanitaires et des douches mis à disposition (hypothèse : 1 bloc sanitaire mis à disposition par le MOA),
- Le nettoyage de fin de chantier,
- Les équipements et éventuels cloisonnements provisoires nécessaires aux installations de la base vie dans des locaux mis à disposition par le MOA (tels que réfectoires, vestiaires et salle de réunion),
- La signalétique de chantier (panneaux "chantier interdit au public", "port EPI obligatoire", panneau de chantier...),
- La réalisation du PIC (Plan d'Installation de Chantier).

Consommation en eau et en électricité à la charge du maître d'ouvrage.

Nettoyage de fin de chantier à la charge du lot Plâtrerie/Peinture.

Localisation : nettoyage des communs et affichage.

2.6. PROTECTION DES ACCES (escaliers et zones communes)

L'Entreprise du lot 02 Menuiseries – Mobilier prendra toutes les dispositions afin de ne pas dégrader les escaliers et les cheminements empruntés.

L'accès se fera par les 2 escaliers

Localisation : cheminement emprunté pour accès au chantier depuis R-1 et RDC

2.7. PROTECTION DES ACCES (ascenseur)

L'Entreprise du lot 02 Menuiseries – Mobilier réalisera une protection en panneaux mélaminés des ascenseurs et ce pour la durée du projet. La protection inclura les ébrasements.

Ces protections concernent le sol et les murs de l'appareil et sont destinés à le protéger des dégradations durant les manutentions.

Ces dispositifs et mesures seront repliés après accord de la Maîtrise d'œuvre.

Localisation : uniquement le monte-charge pour accès chantier

2.8. BASE-VIE

Pour le PIC, voir [PGC](#)

Les sanitaires existants du RDC seront mis à disposition par le maître d'ouvrage. L'entreprise du lot 02 Menuiseries – Mobilier devra le nettoyage quotidien (voir article associé) et la pose de serrure sur l'entrée des sas des autres sanitaires du RDC non mis à disposition et tous ceux des R+1 et R+2.

Localisation : Voir plan Installation de chantier

2.9. MISE A DISPOSITION DES SANITAIRES ET DOUCHES DU RDC

La prestation de mise à disposition des sanitaires prévoit la dépose soignée des garnitures et béquillages pour repose à la fin du chantier. L'entreprise du lot 02 Menuiseries – Mobilier en aura la charge et le gardiennage, tout manque sera remplacé à l'identique.

Des poignées avec serrures seront mises en place sur tous les sas d'accès aux sanitaires le temps des travaux pour en interdire l'accès. Les clés seront remises à la CPAM.

Localisation : 13 sas des sanitaires Ceux du RDC non mis à disposition et tous ceux des R+1 et R+2.

Voir plan implantations chantier PGC

2.10. SALLE DE REUNION DE CHANTIER

Équipée de tables et chaises ou bancs pour recevoir une vingtaine de personnes.

Prévoir :

- La protection des revêtements de sol existants par un complexe en panneaux polyane + Isorel.
- La protection des parois périphériques par une bâche polyane. Le système de fixation ne devra pas laisser de traces sur le support.

Localisation : Dans futur réfectoire au RDC, aile centrale, fond de pièce.

2.11. REFECTOIRE

Équipée de tables et chaises ou bancs pour recevoir une douzaine de personnes.

Prévoir :

- La protection des revêtements de sol existants par un complexe en panneaux polyane + Isorel.
- La protection des parois périphériques par une bâche polyane. Le système de fixation ne devra pas laisser de traces sur le support.

Localisation : Dans futur réfectoire au RDC, aile centrale, fond de pièce

NOTA : la salle de réunion et le réfectoire pourront être regroupés en un seule pièce – suivant accord du CSPS.

2.12. VESTIAIRES

Équipée d'armoires et de bancs pour une trentaine de personnes.

Prévoir :

- La protection des revêtements de sol existants par un complexe en panneaux polyane + Isorel.
- La protection des parois périphériques par une bâche polyane. Le système de fixation ne devra pas laisser de traces sur le support.

Localisation : Dans futur réfectoire au RDC, aile centrale, fond de pièce

2.13. ENTRETIEN BASE-VIE

Entretien hebdomadaire de la base vie pendant toute la durée du chantier :

- Salle de réunion,
- Réfectoire,
- Vestiaires
- Sanitaires et douches

Et entretien quotidien des sanitaires du RDC pendant toute la durée du chantier, y compris fourniture des consommables.

Localisation : base de vie

2.14. CLOTURE DE CHANTIER ET PROTECTIONS

Des clôtures de chantier, dont la réalisation est due par le titulaire du lot 02 Menuiserie – Mobilier, seront de type barrières heras avec une hauteur minimum de 2,00 m au-dessus du sol et comporteront les portes nécessaires. Elles seront surtout utilisées pour délimiter les zones de stockage et d'éventuels déchets (sur la journée) au niveau du RDC du parking. Il n'est pas prévu de stockage en extérieur, et il n'y aura donc pas lieu d'installer de clôture de chantier extérieure.

L'entreprise qui aurait besoin de délimiter une zone extérieure, dans le cas d'installation de moyens de levage, devra proposer la zone d'intervention et la prendre en charge dans son propre lot.

Les clôtures grillagées seront lestées pour la pose à l'intérieur.

2.15. PANNEAU DE CHANTIER

Le titulaire du lot 02 menuiserie – Mobilier aura à sa charge la réalisation et la mise en place sur support stable du Panneau de chantier imprimé (dimensions 200cm x 300cm maximum sur support en contreplaqué C.T.B.X) dont le maître d'œuvre établira le projet.

Outre les indications réglementaires telles que :

- Maître d'ouvrage et nature de la construction,
- Surface du terrain,
- Surface construite et hauteur du bâtiment,

Ce panneau comportera également :

- Les noms, logos et coordonnées de tous les intervenants (sous-traitants compris)
- Une image en couleur du projet.
- Le montant des travaux
- Le délai des travaux

Le panneau devra être mis en place dans les 15 j après la notification des marchés.

2.16. ACCES AU CHANTIER

L'accès au chantier sera à définir sur place en collaboration avec le maître d'ouvrage et le coordonnateur SPS.

Toute personne voulant accéder au chantier devra, en amont, être déclarée à l'OPC qui établira une liste de personnes autorisées à rentrer dans le cadre du chantier. Ces personnes devront être déclarées au plus tard à 24 h la veille de leur intervention.

Un jeu de clés et un bip d'accès au parking en sous-sol, seront distribués à chaque entreprise. La sécurisation et la fermeture des locaux en fin de journée sont à la charge de la dernière entreprise présente sur les lieux.

Pendant la journée, le personnel des entreprises devra avoir avec lui sa carte PRO BTP. En outre il devra porter un signe distinctif de l'entreprise avec le logo (pull, veste, tee-shirt, casquette...) afin de pouvoir être identifié facilement.

2.17. RENDEZ-VOUS DE CHANTIER

Rendez-vous hebdomadaire

Les rendez-vous de chantier organisés sous la direction de l'OPC et la maîtrise d'œuvre et en présence des entreprises ont lieu en principe, une fois par semaine, au jour fixé dès l'ouverture du chantier. Les entrepreneurs seront tenus d'assister à ces réunions pendant toute la durée de l'exécution de l'ensemble des travaux ou de s'y faire représenter valablement. Les représentants désignés devront pouvoir pour les affaires courantes prendre toutes dispositions et décisions techniques et financières sur place sans avoir besoin de consulter leur direction. Des comptes rendus seront établis pour les rendez-vous de chantier par l'OPC.

Absences

Toute absence à une réunion de chantier ou de coordination sera pénalisée (pénalité retenue sur situation et fixée forfaitairement décrite dans le CCAP par absence). L'absence d'un entrepreneur ou son remplacement par des personnes insuffisamment qualifiées, à quelque titre que ce soit, entraîne la responsabilité de l'entrepreneur défaillant et mention du fait est portée sur le cahier de chantier.

Toute absence implique l'acceptation sans réserve des décisions prises lors de ces réunions. L'entrepreneur est responsable, dans le cas d'inexécution des dispositions du présent article, des dommages en résultant.

Rendez-vous exceptionnels

Les entreprises sont tenues de surcroît d'assister à tout rendez-vous demandé par le Maître d'œuvre ou le Maître d'ouvrage qui se tiendrait en dehors des rendez-vous hebdomadaires.

Responsables de chantier

Les entreprises doivent avoir en permanence sur le chantier, à partir du moment où elles ont commencé les travaux, un chef de chantier qualifié qui devra être agréé du Maître d'œuvre et du Maître d'ouvrage. En cas d'absence des chefs de chantier, les entrepreneurs (qui devront toujours avoir des représentants qualifiés) n'en resteront pas moins responsables de toutes les conséquences qui pourraient résulter de ces absences. Les chefs de chantier devront être capables de représenter valablement leur entreprise tant auprès du Maître d'œuvre que du coordinateur et des autres entrepreneurs, et avoir tous pouvoirs pour régler sur place toutes questions courantes de chantier.

Compte-rendu

A la fin de chaque rendez-vous de chantier, l'OPC établira un compte-rendu de chantier. Les inscriptions portées dans le compte-rendu valent note pour chaque entreprise intéressée, toute suite devant y être donnée. L'absence à un rendez-vous ne permet pas de déroger la règle.

2.18. COMPTE PRORATA

Lorsque plusieurs entrepreneurs ayant entre eux un lien juridique ou non, concourent à la réalisation d'un même ouvrage, il est tenu compte des dépenses d'intérêt commun et des produits éventuels du chantier dans les conditions énumérées dans le CCAP.

A ce titre, il sera notamment prévu uniquement au compte prorata : les dépenses éventuelles de réparation des équipements et locaux mis à disposition (par exemple réparation et entretien inhabituel du monte-charge), et de remise en état des locaux si cela était nécessaire durant la période de chantier.

La comptabilité du compte prorata est tenue par le lot 02 Menuiserie – Mobilier. L'entrepreneur sera le gestionnaire du compte prorata.

2.19. PLANNING

Durant la période de préparation du chantier, l'entreprise titulaire élaborera un calendrier des travaux avec description détaillée et durée de chaque phase d'exécution des ouvrages à réaliser en liaison avec le maître d'œuvre.

Le planning devra tenir compte du planning joint au présent dossier. L'entreprise devra fournir un planning en cohérence avec le planning DCE et devra adapter ses moyens pour y arriver.

L'OPC élaborera, sur la base des informations fournies, le planning général d'exécution qui servira de référence durant le chantier.

En cas de non remise de ces informations, en plus des pénalités inhérentes au retard de remise d'information, l'OPC imposera ces délais qui devront être respectés.

3. PRESCRIPTIONS TECHNIQUES COMMUNES

3.1. VERIFICATIONS DES DOCUMENTS

L'entrepreneur est tenu de procéder à une vérification approfondie des documents qui lui seront remis en vue de l'établissement de ses offres de prix et de signaler, le cas échéant, au Maître d'œuvre, les erreurs, contradictions ou omissions qu'il pourrait constater et pour lesquelles celui-ci lui communiquera sa décision en temps utile.

Dans le cas où ces anomalies ne se révéleraient qu'après remise des offres, le Maître d'œuvre sera en droit d'exiger la solution la plus apte à donner satisfaction au Maître de l'ouvrage, fut-elle plus onéreuse que celle découlant de l'interprétation de l'entrepreneur et ce, à la charge de l'entrepreneur.

A aucun moment, une mesure devra être prise à l'échelle métrique sur les plans de détails établis par le Maître d'œuvre, et en cas d'erreur, d'imprécision ou de manque de côtes, l'entrepreneur devra signaler au Maître d'œuvre qui fournira toutes précisions nécessaires par écrit.

Pendant l'appel d'offre, ces précisions seront communiquées à tous les candidats.

3.2. CONTENU DES PRIX. REGLEMENTS

Les prix proposés devront comprendre toutes les fournitures, façons et accessoires nécessaires au parfait achèvement des ouvrages en conformité avec l'Acte de bâtir et avec les lois et règlements en vigueur, même si certaines de ces fournitures ou façons n'étaient pas mentionnées dans les documents relatifs à ces ouvrages, les études d'exécution.

L'entrepreneur ne pourra modifier ultérieurement son prix forfaitaire en invoquant une définition insuffisante des travaux qu'il est présumé connaître parfaitement au moment de l'établissement de ce prix.

Il sera réglé à l'entreprise sur proposition de paiement de l'architecte, selon les situations de travaux qui lui seront présentées par celle-ci, et ce, dans les conditions suivantes :

Des acomptes successifs à concurrence de 95% du montant final de ce marché : courant travaux et à réception, le solde de ce montant, à l'expiration d'un délai de garantie d'un an (cette retenue de garantie pourra être remplacée, à tout moment, par une caution personnelle et solidaire constituée dans les conditions fixées réglementairement)

Toute modification apportée au Marché nécessitera un ordre de services du maître de l'ouvrage. L'Entreprise ne pourra refuser les augmentations ou réductions correspondantes de la masse des travaux. Le règlement de ces travaux supplémentaires sera fait conformément aux prix initiaux.

3.3. PROVENANCE DES MATERIAUX ET PRODUITS – MARQUES

L'ensemble des marques citées dans le présent dossier de consultation, dans la DPGF, est donné à titre indicatif, et permet de fixer le niveau minimum de qualité requis et leur prescription n'est en aucun cas limitative.

Il appartient à l'entrepreneur de proposer des variantes de produit, à condition que les équipements et matériels demeurent de qualité, de performance, de caractéristiques dimensionnelles et esthétiques équivalentes aux prescriptions du MOE, et à condition que les équipements et matériels demeurent immédiatement compatibles avec ceux existants. L'entrepreneur devra soumettre les fiches techniques détaillées des fournitures qu'il se propose de mettre en œuvre, à l'approbation du MOE qui appréciera s'il y a concordance et équivalence avec les prescriptions des pièces du Marché. Dans le cas contraire, il se réserve le droit d'exiger les marques et types cités en référence dans le CCTP pour les prix et délais convenus.

3.4. REMISE DE DOCUMENTS/ DOSSIER TECHNIQUE - PLANS EXECUTION-VISA

En complément de son offre, l'entrepreneur devra la fourniture d'un dossier technique comprenant l'ensemble des marques, références et caractéristiques techniques et architecturales des fournitures qu'il proposera d'installer et fournira des certificats de qualifications professionnelles, preuve de la capacité à répondre à la prestation pour laquelle il se porte candidat. De plus, l'entrepreneur détaillera dans ledit dossier technique sa démarche environnementale au sein de son entreprise mais aussi sur chantiers.

Les plans d'exécutions et notes de calculs seront dus par chaque entreprise en ce qui concerne ses travaux.
Ces plans et notes devront être impérativement réalisés pendant la période de préparation. Ils seront fournis au maître d'œuvre, au bureau de contrôle pour avis ou visa.

Ces documents comprendront :

Les fiches de produits, avis techniques et PV des matériaux mis en œuvre.

Les plans d'implantations avec repérages.

Tous les documents émis devront être suivis d'un bordereau de transmission qui transitera par l'OPC.

Toute exécution des travaux sera suspendue à la validation par le maître d'œuvre ou le bureau de contrôle des documents d'exécution. Toute réalisation sans ces visas sera exécutée aux frais et aux risques de l'entrepreneur.

3.5. ECHANTILLONNAGE

L'entreprise devra soumettre à l'examen et à l'agrément du Maître d'œuvre, les matériaux, les fournitures et les produits qu'elle compte mettre en œuvre et dont les échantillons seront exposés dans le bureau de chantier pour y demeurer jusqu'à la fin des travaux.

Ces échantillons devront être accompagnés des documentations et avis techniques, procès-verbaux d'essais. Ils seront obligatoirement fournis dans le délai de préparation fixé au planning ou au moins deux mois avant leur mise en place. De plus, tous échantillons de teintes seront exécutés par les entreprises intéressées pour permettre au Maître d'œuvre d'établir ses choix.

3.6. APPROVISIONNEMENT. ENTREPOSAGE. STATIONNEMENT VEHICULES ENTREPRISES

Les approvisionnements sur le chantier devront être faits en temps utile afin de ne provoquer aucun retard sur la marche des travaux et de permettre aux entreprises d'effectuer leurs ouvrages préparatoires.

Ces approvisionnements pourront être constitués dans l'enceinte du parking sous-sol aux emplacements fixés en accord avec la MOA. Des places de stationnement, situées dans le parking sous-sol seront cloisonnées, avec des barrières de type heras et mises à disposition des entreprises (volume à définir durant la période de préparation de chantier). L'entreposage des matériaux à l'extérieur du bâtiment ne pourra être autorisé qu'exceptionnellement et faire l'objet d'une demande expresse.

Si une entreprise devait utiliser ponctuellement l'espace public, elle se rapprochera de la Mairie et devra faire une demande d'autorisation aux services de voirie.

Une place de stationnement dans le parking en sous-sol sera réservée pour chacun des lots, dans la mesure de comptabilité du gabarit du véhicule avec l'accès au parking (véhicule utilitaire hauteur maxi 1.90m, et pesant moins de 3.5tonnes). L'accès et le stationnement sera limité à un seul véhicule par entreprise.

3.7. CONTROLE DES LIVRAISONS

Les produits et matériaux livrés sur le chantier devront porter l'indication de leur provenance ou la marque du fabricant. Des contrôles pourront être effectués à tout moment par le Maître d'œuvre.

3.8. VERIFICATIONS EN COURS DE CHANTIER

Chaque corps d'état est tenu de faire reconnaître, en présence du maître d'œuvre et l'OPC, les ouvrages qu'il a réalisés, par les corps d'état qui doivent lui succéder.

Il appartient, le cas échéant, à ces derniers, d'en provoquer la vérification, au tout début de leurs travaux sans réception impliquant leur acceptation pure et simple des ouvrages existants dans leur état.

3.9. REGLEMENTS APPLICABLES

Les réglementations applicables sont celles en vigueur le premier jour du mois d'établissement des prix, à savoir : CGCT cahiers des charges DTIJ règles de calcul DTIJ normes françaises homologuées normes et réglementation EDF - GDF, pompiers, services municipaux, etc...

Les matériaux, éléments ou ensembles non traditionnels ne peuvent être admis que s'ils ont fait l'objet d'un avis technique par le Centre Scientifique du Bâtiment (CSTB) ne comprenant aucune réserve ou mention défavorable et s'ils sont utilisés conformément aux directives et recommandations figurant dans l'avis technique

3.10. COORDINATION et RECEPTION ENTRE ENTREPRISES

Chaque entreprise sera tenue de fournir tous les plans et notes précisant dans quelle mesure ses ouvrages auront une incompatibilité ou incidence sur ceux des autres corps d'état.

Chaque entrepreneur réceptionnera au fur et à mesure de leur exécution, les supports et ouvrages exécutés par les autres corps d'état, sur lesquels il doit lui-même intervenir.

Le fait, pour l'entrepreneur, d'avoir commencé les travaux de sa spécialité, suppose qu'il accepte les ouvrages exécutés par les corps d'état précédents.

Pour le cas où l'exécution des ouvrages sur lesquels il aura à travailler ne lui semble pas satisfaisant, il devra en rendre compte immédiatement au Maître d'œuvre, avant tout commencement de travail.

3.11. ECHAFAUDAGE LEVAGE

Chaque entreprise doit avoir prévu dans le cadre de sa proposition, tous les moyens et dispositifs nécessaires à la parfaite exécution de ses ouvrages, toutes les dispositions pour l'approvisionnement des matériaux et matériels ainsi que l'organisation pour le stockage provisoire si nécessaire et l'acheminement aux postes de travail.

De plus elle devra avoir tenu compte de tous les moyens de levage propres à la réalisation de ses travaux.

3.12. RESERVATIONS DANS LES OUVRAGES PORTEURS

Afin d'éviter les percements dans les bétons armés banchés terminés (planchers, poutres, voiles, éléments préfabriqués, etc..) les entrepreneurs des lots intéressés devront indiquer les réservations à pratiquer dans les ouvrages existant, et réaliser à leur frais les percements et le rebouchage.

Nota :

Les reprises et bouchements de trémies ou réservations intéressés par le calcul de structure ou stabilité au feu seront toujours réalisés par le titulaire du lot concerné Tous les autres bouchements, scellements et calfeutrements seront exécutés par les entreprises des lots intéressés, avec faculté de sous-traiter ces travaux à une autre entreprise.

3.13. TROUS ET SCHELLEMENTS DANS LES OUVRAGES NON PORTEURS

Chaque entrepreneur exécutera ses trous, scellements et bouchements.

Ces derniers devront être exécutés en matériaux de même nature (ou compatibles) que l'ouvrage support.

Au cas où des raccords s'avéreraient nécessaires (maçonnerie, enduit, peinture, carrelage, etc..) de même que le bouchement des trous non utilisés, ceux-ci seront exécutés par les entreprises titulaires des lots intéressés, au frais de l'entreprise fautive.

3.14. PROTECTIONS, OUVRAGES PROVISOIRES, MANUTENTION

Le titulaire du lot 02 Menuiserie-Mobilier sera tenu d'établir, entretenir et maintenir à ses frais, les ouvrages provisoires que le Maître d'œuvre jugera nécessaires à la construction des ouvrages, à leur visite, à la protection efficace des ouvriers, des autres personnes, de la construction proprement dite, des constructions et fonds voisins.

Le Maître d'œuvre et ses préposés auront toujours le droit de refuser les ouvrages provisoires qui leur paraîtraient offrir quelque danger pour la sécurité publique ou particulière, ou celle des ouvriers, et d'obliger l'entrepreneur à exécuter les travaux de consolidation jugés nécessaires. Dans tous les cas, lesdits ouvrages ne pourront être enlevés sans l'autorisation du Maître d'œuvre.

Le titulaire de chaque lot restera responsable de ses travaux et sera tenu de remédier à toutes les détériorations intervenues pendant leur exécution et jusqu'à la réception.

Chaque entreprise devra faire son affaire de la manutention, du stockage et de la manutention de ses matériels et matériaux. Les accords interentreprises qui interviendront dans le cadre de ses prestations seront considérés comme totalement étrangers au marché.

3.15. DETOURNEMENT DE MATERIAUX, DEGATS

Les entreprises de chaque lot seront responsables de tous les dégâts survenus sur le chantier pendant le cours des travaux, soit du fait de ses ouvriers, soit du fait des personnes qui auraient pu s'introduire dans le chantier, comme aussi de toute détérioration ou soustraction faite à l'édifice.

Pendant l'exécution et jusqu'à la réception des travaux, l'entrepreneur demeurera responsable de tous les matériaux, métaux, appareils et objets destinés aux travaux, qu'ils soient mis en œuvre et adhèrent au bâtiment ou simplement déposés sur le chantier.

3.16. NETTOYAGE, EVACUATION DES GRAVOIS

Les nettoyages devront être effectués par l'entrepreneur au fur et à mesure de l'avancement des travaux chaque fois qu'ils seront nécessaires et les gravois devront être évacués hors du chantier.

Chaque corporation est tenue de laisser les locaux ainsi que ses propres ouvrages dans un état tel que les corps d'état qui doivent lui succéder puissent exécuter leurs travaux dans les meilleures conditions et sans sujétions supplémentaires.

L'évacuation de ses déchets sera effectuée par chaque entreprise. Il ne sera pas mis en place des bennes de tri sélectif commune.

En cas de carence, il sera commandé par le maître d'ouvrage aux frais des entreprises, le nettoyage du chantier par une entreprise indépendante, le règlement s'effectuera au prorata des marchés.

3.17. NETTOYAGE DE FIN DE CHANTIER

Le nettoyage final est dû par l'entrepreneur du Lot 05 - PEINTURE - REVETEMENTS MURAUX ET DE SOL – NETTOYAGE pour l'ensemble des travaux (voir lot considéré). Il ne se soustrait pas au nettoyage quotidien, dû par chaque entreprise, et au nettoyage des installations de chantier à la charge du lot 02 Menuiserie-Mobilier

3.18. SUJETIONS DUES A L'ENVIRONNEMENT

L'entreprise est réputée exécuter ses travaux en pleine connaissance des risques éventuels que peuvent subir aussi bien la construction existante que les immeubles et fonds voisins.

L'entreprise devra prendre toutes les précautions utiles pour éviter tous les accidents, troubles ou désordres qui pourraient affecter aussi bien le bâtiment existant que les propriétés voisines et les voies publiques au cours ou à la suite de ses ouvrages dont elle demeurera entièrement responsable.

Avant tout commencement de travaux, des constatations et rédactions d'état des lieux des bâtiments existants et des abords et voiries seront faites par le titulaire du lot 02 Menuiserie-Mobilier avec le Maître d'œuvre, l'OPC et la MOA. Ce constat devra être exécuté par un huissier de justice.

Une révision d'état des lieux sera effectuée dans les mêmes conditions en fin de chantier et l'entreprise responsable aura à sa charge la réparation de tous les dégâts qui pourraient être constatés et reconnus liés à l'exécution des travaux.

3.19. ESSAIS

Conformément aux lois et décrets, les entreprises devront procéder aux contrôles internes de qualité et aux essais définis aux documents COPREC, et pouvoir fournir les attestations d'essais de fonctionnement de l'Agence qualité construction (AQC)

Ces attestations d'essai seront diffusées en trois exemplaires au Maître d'œuvre (2ex) et au Maître de l'ouvrage (1 ex). De plus, les entreprises devront procéder aux essais :

- Prévus aux DTU et Cahier des Charges
- Demandés aux prescriptions particulières de chaque lot et en particulier aux essais d'écrasement des bétons sur éprouvettes normalisées. Ces essais devront être régulièrement effectués par un laboratoire indépendant, aux essais d'auto contrôle pour les travaux de désenfumage et de détection incendie, les entreprises étant soumises à une obligation de résultat.

3.20. DOSSIER DES OUVRAGES EXECUTES (DOE)

L'attention des entrepreneurs est attirée sur le fait qu'ils auront à fournir obligatoirement les schémas d'installation de toutes les canalisations et réseaux apparents ou cachés et tous les plans des ouvrages exécutés, schémas de fonctionnement, notices d'entretien.

Ces documents devront être produits, au moins quinze jours avant la réception, en deux exemplaires dont un fichier informatique exploitable DWG ou PDF

Aucun règlement définitif des travaux ne pourra être effectué si ces pièces ne sont pas produites.

Ce document devra comprendre :

- Les plans conformes à l'exécution avec position de tous les organes susceptibles d'être manœuvrés en exploitation...
- Les documentations techniques de tous les matériaux de matériels mis en œuvre.
- Les notices d'entretien les comptes rendus et essais matériaux et documents COPREC
- Les attestations d'assurances à jour au moment de la réception.

3.21. VARIANTE

La faculté de présenter des variantes n'est pas admise sauf le cas très particulier d'une variante proposée au DCE, retenue par le Maître d'ouvrage et signalée au CCTP. L'entreprise est tenue de répondre sur la proposition de base.

3.22. ASSURANCES

Chaque entreprise devra justifier qu'elle est réellement assurée pour l'opération en cause :

- d'une part, conformément à la loi, au titre de la Responsabilité Décennale, quant aux dommages visés par les articles 1792 & 1792-2 du Code Civil.
- d'autres parts au titre de la Responsabilité Civile, quant aux dommages causés aux existants compris à l'égard des Tiers.

**LISTE DES PIECES DU DOSSIER
TRAVAUX D'AMENAGEMENT DU NOUVEAU SIEGE
DE LA CPAM DE LA CORREZE A TULLE**

1- Pièces administratives

- CCAP
- Règlement de Consultation
- Acte d'engagement
- Limites de prestations
- RICT (en attente DCE)
- PGC
- Dossier désamiantage (MOA en attente DCE)
- Planning
- Dossier SSI

2- CCTP et CDPGF

- LOT 00 PRESCRIPTIONS COMMUNES
- LOT 01 PLATRERIE – FAUX PLAFOND
- LOT 02 MENUISERIE –MOBILIER
- LOT 03 LOT03-1-ELEC
- LOT 03 LOT03-2-ELEC
- LOT 04-CVC PARTIE 01
- LOT 04-CVC PARTIE 02
- LOT 05 PEINTURE - REVETEMENTS MURAUX ET DE SOL - NETTOYAGE
- LOT 06 SERRURERIE
- LOT 07 CLOISONS MODULAIRES

3- PLANS

Plans architectes :

- Plans d'aménagement TULLE
- Plans d'aménagement avec mobilier TULLE
- Plans Contrôle d'accès TULLE
- Plans Repérage portes TULLE
- Plans Etat des lieux TULLE
- Plans Installation de Chantier TULLE
- Carnet de détail 1
- Carnet de détail 2

Plans Techniques :

Partie 1 :

- CPAM-PLAN-ELE01 à ELE06-IMPLANTATION-CFO CFA S-SOL
- CPAM-PLAN-ELE11 à ELE16-IMPLANTATION-CFO CFA RDC
- CPAM-PLAN-ELE31 à ELE36-IMPLANTATION-CFO CFA R+2
- CPAM-PLAN-ELE31 à ELE36-IMPLANTATION-CFO CFA R+2-1
- CPAM-Plans CVC-A-PLO01-RDC
- CPAM-Plans CVC-A-PLO00-SS
- CPAM-Plans CVC-A-PLO01-RDC-1
- CPAM-Plans CVC-A-PLO02-R+1
- CPAM-Plans CVC-A-PLO03-R+2

Partie 2

- CPAM-PLAN-ELE01 à ELE06-IMPLANTATION-CFO CFA S-SOL
- CPAM-PLAN-ELE11 à ELE16-IMPLANTATION-CFO CFA RDC
- CPAM-PLAN-ELE21 à ELE26-IMPLANTATION-CFO CFA R+1
- CPAM-PLAN-ELE31 à ELE36-IMPLANTATION-CFO CFA R+2
- CPAM-PLAN-ELE41-IMPLANTATION-CFO CFA TOITURE
- CPAM-PLAN-ELE51-SYNO ARCHITECTURE CFO
- CPAM-Plans CVC-A-CVC01-RDC-Principe
- CPAM-Plans CVC-A-CVC02-R+1-Principe
- CPAM-Plans CVC-A-CVC03-R+2-Principe
- CPAM-Plans CVC-A-CVC05-VENT-R+1
- CPAM-Plans CVC-A-CVC04-VENT-SS-RDC.pdf
- CPAM-Plans CVC-A-CVC06-VENT-R+2
- CPAM-Plans CVC-A-CVC10-CLIM-RDC
- CPAM-Plans CVC-A-CVC12-CLIM-R+2
- CPAM-Plans CVC-A-CVC11-CLIM-R+1
- CPAM-Plans CVC-A-PLO00-SS
- CPAM-Plans CVC-A-PLO01-RDC
- CPAM-Plans CVC-A-PLO03-R+2
- CPAM-Plans CVC-A-PLO02-R+1